



Les politiques de l'Union européenne relatives à l'énergie et au climat : opportunités et défis en Europe centrale et orientale

Premier séminaire

Énergie et climat : l'Europe à la croisée des chemins

Bruxelles, le 5 novembre 2014

Énergie et climat : l'Europe à la croisée des chemins

Elaborée par l'Institut pour une politique européenne de l'environnement (IEEP), cette note d'information sera présentée aux députés européens membres des Commissions Environnement et Industrie dans le cadre d'une série de séminaires intitulée « Énergie et climat : l'Europe à la croisée des chemins ». L'objectif de ces séminaires est de proposer une vue d'ensemble équilibrée de certains enjeux clés relatifs à l'énergie et au climat auxquels l'Union européenne (UE) sera confrontée dans les prochaines années, et d'offrir la possibilité, en particulier aux nouveaux membres des Commissions, d'examiner le contexte et les objectifs probables des futures propositions de loi.

Ce premier séminaire contient des informations de fond et sera l'occasion d'échanger sur les différentes politiques relatives à l'énergie et au climat des États membres d'Europe centrale et orientale (ECO), ainsi que sur les opportunités qui se présenteront à eux et les défis auxquels ils seront confrontés dans le cadre des objectifs du nouveau « Cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 ». Il propose un débat sur les actions à mener au regard des dernières informations disponibles dans ce domaine, et fournit des liens vers d'autres sources d'information.

Trois autres séminaires s'intéresseront aux défis à relever pour mettre en œuvre les objectifs 2030, une fois qu'ils auront été adoptés par le Conseil de l'Union européenne, ainsi qu'aux implications politiques probables de ces derniers pour les co-législateurs.

Disclaimer: The arguments expressed in this policy brief remain solely those of IEEP, and do not reflect the opinion of any other party. Any errors that remain in the paper are solely those of the author. IEEP is grateful to the European Climate Foundation for supporting the preparation of these briefing documents. For more information about IEEP's work on EU climate and energy policy, please contact: Kamila Paquel at kpaquel@ieep.eu or Andrea Illes at ailles@ieep.eu.

Institute for European Environmental Policy

London Office
11 Belgrave Road
London, SW1V 1RB
Tel: +44 (0) 20 7799 2244
Fax: +44 (0) 20 7799 2600

Brussels Office
Quai au Foin, 55 / Hooikaai 55
B- 1000 Brussels
Tel: +32 (0) 2738 7482
Fax: +32 (0) 2732 4004

The Institute for European Environmental Policy (IEEP) is an independent not-for-profit institute dedicated to advancing an environmentally sustainable Europe through policy analysis, development and dissemination. For further information see our website: www.ieep.eu

Résumé et messages clés

- La sécurité énergétique est un sujet de premier plan pour les pays d'Europe centrale et orientale (ECO). Une plus grande efficacité énergétique devrait leur permettre de réduire de manière importante le poids financier des importations énergétiques, de renforcer leurs marchés de l'énergie, et, parallèlement, de réduire leurs émissions de dioxyde de carbone (CO²), ainsi que d'obtenir de nouveaux avantages économiques. Un grand potentiel d'économies d'énergie existe dans les secteurs de la construction et des transports.
- Le développement des capacités de stockage des pays ECO et la création d'interconnecteurs avec les pays voisins permettraient également de limiter la dépendance énergétique de la région. Le renforcement de l'objectif d'interconnexion de 10 % à 15 % d'ici à 2030 pourrait jouer un rôle important.
- Il est parfaitement possible de générer de la croissance économique tout en mettant en œuvre des politiques ambitieuses de lutte contre le changement climatique dans la région. La mise en œuvre des objectifs énergie-climat proposés aura certes un coût, mais parallèlement, elle permettra de réaliser des économies importantes en matière de santé, de réduire le poids financier des importations énergétiques et d'assurer un approvisionnement continu en énergie.
- La définition d'objectifs ambitieux et juridiquement contraignants en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et de promouvoir les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la construction d'interconnecteurs, enverrait un signal clair aux investisseurs et serait pour eux une garantie particulièrement nécessaire, car la région ECO doit rénover ses installations électriques vieillissantes, construire de nouveaux interconnecteurs et espaces de stockage, investir dans l'efficacité énergétique et poursuivre le développement des technologies liées aux énergies renouvelables. Renforcer la prévisibilité de la réglementation pourrait encourager les investissements privés.
- Étant donné que plusieurs pays ECO devraient décider de continuer à utiliser le charbon à l'avenir, il conviendrait de mettre l'accent sur la recherche et le développement de technologies et de méthodes moins polluantes, notamment sur le captage et le stockage du CO² (CSC).



États membres d'Europe centrale et orientale traités dans cette note d'information

1. Contexte

Même si les dix États membres d'Europe centrale et orientale qui ont rejoint l'Union européenne en 2004 et 2007 présentent des points communs au niveau de leurs politiques relatives à l'énergie et au climat, les difficultés qu'ils rencontrent, et les possibilités qui s'offrent à eux, sont spécifiques à chacun. Cette section propose une courte présentation des pays ECO couverts par notre étude, à savoir la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie¹.

1.1 Profils régionaux

Le tableau 1 présente un aperçu des différents profils de pays, et souligne leurs principaux indicateurs économiques et énergétiques. L'intensité énergétique² des neufs pays ECO est largement supérieure à la moyenne de l'UE, celle de la Bulgarie en premier lieu. Le bouquet énergétique des pays ECO varie : alors que le gaz naturel est la principale source d'énergie en Hongrie, Lettonie, Lituanie et Slovaquie, le charbon tient une place plus importante en Bulgarie, en République tchèque, en Pologne et en Roumanie. La dépendance énergétique³ est relativement élevée en Lituanie (80,3 % en 2012⁴) alors que pour d'autres pays ECO, elle est plus faible que dans la majorité des 28 pays de l'UE. Cependant, si l'on se penche sur la dépendance des pays ECO au gaz (provenant principalement de Russie), il apparaît clairement que la plupart de ces pays sont très dépendants des exportateurs étrangers. Cela est particulièrement vrai pour la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie. La dépendance de la Lettonie et de la Lituanie aux importations de pétrole est également très importante.

¹ Cyprus, Malta and Slovenia, who also joined the EU in 2004, and Croatia (joined in 2013) are covered in an accompanying background document focusing on Member States around the Mediterranean Basin.

² Energy intensity indicator is calculated as a ratio between the gross inland consumption of energy and the gross domestic product (GDP) for a given year.

³ Energy dependency shows the extent to which an economy relies upon imports in order to meet its energy needs.

⁴ Eurostat database : [Energy dependence](#)

Tableau 1 : Principaux indicateurs économiques et énergétiques de neuf pays ECO en 2012⁵

État membre	Population (en millions)	PIB en SPA (milliards)	PIB par habitant en SPA (UE 27 = 100)	Production totale d'énergie primaire (en millions de tonnes équivalent pétrole)	Consommation finale totale d'énergie (en millions de tonnes équivalent pétrole)	Intensité énergétique ⁶ (kg équivalent pétrole / 1 000 €)	Dépendance énergétique ⁷ (%)
Bulgarie	7,3	89	47	11,7	9,2	669,9	36,1
République tchèque	10,5	217	81	32,0	24,1	355,4	25,2
Estonie	1,3	24	71	5,1	2,9	478,7	17,1
Hongrie	9,9	169	67	10,5	14,7	268,7	52,3
Lettonie	2,0	33	64	2,3	4,0	328,6	56,4
Lituanie	3,0	55	71	1,3	4,8	291,6	80,3
Pologne	38,5	660	67	71,1	63,6	298,7	30,7
Roumanie	20,1	272	53	27,4	22,7	378,8	22,7
Slovaquie	5,4	105	76	6,2	10,3	329,3	60,0
UE-28	504,5	12 970	100	794,3	1 103,4	143,2	53,4

En 2012, la part des **énergies renouvelables** dans la consommation finale d'énergie de la Lettonie était l'une des plus élevées de l'UE (35,8 % de l'énergie brute consommée provenant de sources d'énergie renouvelable – SER⁸). Dans tous les pays ECO, les principales sources d'énergie renouvelable proviennent de la biomasse et des déchets (plus de 70 % pour l'ensemble, environ 92 % pour la Lituanie et la Pologne, et 96 % pour l'Estonie), tandis que l'énergie hydroélectrique joue un rôle important en Bulgarie, Lettonie, Roumanie et Slovaquie. L'énergie solaire occupe également une place importante en Bulgarie et en République tchèque, tandis que l'éolien représente une part élevée de la production énergétique en Bulgarie, en Pologne et en Roumanie. L'énergie géothermique est relativement développée en Hongrie⁹.

Les **impacts du changement climatique** anticipés pour la région sont mitigés¹⁰. Alors que les inondations liées à des débordements de rivières ont déjà provoqué de sérieux dégâts sur les plans économique et humain¹¹ et qu'elles devraient s'intensifier, certaines régions devraient également être confrontées à un manque d'eau en raison de sécheresses plus longues et plus sévères. En outre, la vitesse maximale des vents d'hiver devraient

⁵ [Eurostat Statistics database](#)

⁶ Gross inland consumption of energy divided by GDP (kg of oil equivalent per 1 000 EUR).

⁷ See definition above.

⁸ Eurostat News Release (2014) [Renewable energy in the EU28](#)

⁹ Eurostat (2014) [Renewable energy statistics](#)

¹⁰ IPCC (2014) [IPCC WGII AR5 Climate Change 2014 : Impacts, Adaptation and Vulnerability, Final Drafts](#)

¹¹ This year heavy rains hit Romania and Bulgaria, which forced several hundreds of people to be evacuated, as well as a number of people reported missing or dead.

augmenter en Europe centrale. Même si les répercussions économiques seront plus marquées dans les régions méridionales de l'Europe, le changement climatique aura également des répercussions importantes sur la production agricole et la santé humaine en Europe centrale et orientale (dégâts causés par la combinaison de vagues de chaleur extrême et d'une mauvaise qualité de l'air).

La **crise économique et financière**, qui a débuté en 2008, a également eu d'importantes conséquences sur les pays ECO, tant au niveau macro que micro-économique. La récession a eu un double impact sur l'énergie et le climat : à la suite du ralentissement de l'activité industrielle, les émissions de GES ont diminué, mais dans le même temps, les investissements dans les infrastructures énergétiques ont baissé.

1.2 Politique actuelle en matière d'énergie et de climat

La **sécurité énergétique** est une préoccupation politique majeure pour l'ensemble des pays ECO, surtout en raison de la situation en Ukraine. Comme mentionné plus haut, de nombreux pays sont très dépendants du gaz russe, la situation la plus extrême étant celle des trois États baltes. Dans certains États, la question de la sécurité énergétique a déplacé le curseur du débat relatif aux politiques de lutte contre le changement climatique sur la diversification du bouquet énergétique et des fournisseurs d'énergie. En Pologne par exemple, le charbon national a été mis en avant comme une solution à la dépendance énergétique¹². En Pologne, le charbon étant le principal combustible utilisé pour la production d'électricité, le taux d'émission de GES est plus du double de la moyenne des pays de l'UE¹³.

Selon la dernière étude de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), la République tchèque, la Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie sont bien placées pour atteindre leurs objectifs de réduction des **émissions de GES** à l'horizon 2020. La Bulgarie, la Lettonie et la Lituanie devront quant à elles prendre de nouvelles mesures politiques pour y parvenir. Il est en revanche peu probable que l'Estonie atteigne les objectifs fixés, même en adoptant de nouvelles politiques¹⁴.

À la fin de l'ère soviétique, plusieurs pays ECO ont abandonné ou réduit leur production dans certains secteurs à forte consommation d'énergie. Cela fut notamment le cas de la Hongrie, où la production d'aluminium a été stoppée. Cependant, le pays s'est spécialisé dans la fabrication ou l'assemblage de composants pour plusieurs entreprises automobiles telles que Suzuki ou Audi, et pour des entreprises de l'électronique telles que Samsung ou

¹² Buchan, D. (2014) [Europe's energy security – caught between short-term needs and long-term goals](#), The Oxford Institute for Energy Studies

¹³ Ecologic Institute (2013) [Assessment of climate change policies in the context of the European Semester, Country Report : Poland](#)

¹⁴ EEA (2013) [Trends and projections in Europe 2013](#)

Philips¹⁵. Ces changements structurels ont permis d'accroître l'**efficacité énergétique**. Cependant, étant donné qu'une grande partie des économies d'énergie réalisées résulte de l'abandon de certaines activités à forte consommation d'énergie, il pourrait être plus difficile de progresser au même rythme à l'avenir.

L'efficacité énergétique dans le secteur de la construction est une préoccupation majeure pour de nombreux pays ECO. Certains tentent de relever le défi. Néanmoins, des retards importants sont constatés, notamment en Bulgarie et en Roumanie, et la mise en œuvre des programmes d'efficacité énergétique n'a souvent pas permis d'obtenir les améliorations prévues.

À l'exception de la République tchèque, de la Lettonie et de la Pologne, la majorité des pays ECO sont en bonne voie pour atteindre leur objectif en matière d'**énergies renouvelables** à l'horizon 2020. Le développement des sources d'énergie renouvelable est particulièrement notable en Estonie et en Bulgarie, ces deux pays ayant atteint leurs objectifs 2020 dès 2012 (voir tableau 2).

Tableau 2 : part des énergies renouvelables et objectifs SER à l'horizon 2020¹⁶

État membre	Part des SER (% en 2004)	Part des SER (% en 2012) ¹⁷	Objectif SER 2020 (%)
Bulgarie	9,6	16,3	16
République tchèque	5,9	11,2	13
Estonie	18,4	25,2	25
Hongrie	4,4	9,6	13
Lettonie	32,8	35,8	40
Lituanie	17,2	21,7	23
Pologne	7,0	11,0	15
Roumanie	16,8	22,9	24
Slovaquie	5,3	10,4	14
UE-28	8,3	14,1	20

2. Opportunités et défis à venir

2.1 Nouvelles tendances

2.1.1 Inquiétudes économiques liées aux objectifs énergie-climat proposés

Au cours du débat sur le paquet énergie-climat de l'UE, certaines **inquiétudes concernant l'économie et la compétitivité** ont été évoquées à maintes reprises. Les membres du groupe de Visegrad (V4 – Hongrie, République tchèque, Pologne et Slovaquie) ont affirmé

¹⁵ Buchan, D. (2010) [Eastern Europe's energy challenge : meeting its EU climate commitments, The Oxford Institute for Energy Studies](#)

¹⁶ [Eurostat News Release \(2014\) Renewable energy in the EU28](#)

¹⁷ Latest information on different renewable energy sectors has been recently published at : <http://www.eurobserv-er.org/downloads.asp>

que la hausse des prix de l'énergie, notamment au regard de l'écart actuel des prix UE-US, devrait être pleinement prise en compte dans le processus de négociations. La **pauvreté énergétique**, qui s'est intensifiée en raison de la crise économique, est un facteur qui ne peut être ignoré. Cependant, ni l'énergie à très bas coût¹⁸ de la Bulgarie, ni le gel des prix à la consommation décidé par le gouvernement hongrois ne constituent une réponse adéquate, car ces mesures ont un impact négatif sur l'efficacité énergétique. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il serait plus opportun d'adopter des mesures sociales ciblées, comme la création de programmes d'aide à l'isolation thermique destinés aux personnes à faibles revenus ou aux personnes vulnérables¹⁹.

Compte tenu de l'utilisation massive de charbon par la Pologne, les décisions relatives à la répartition de l'effort de réduction des émissions entre États membres (partage de l'effort)²⁰ auront également un impact significatif sur le résultat des négociations. Le « Fonds de modernisation » proposé dans le cadre du système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE) pourrait permettre d'apaiser certaines inquiétudes. Néanmoins, les conséquences économiques de la mise en œuvre des objectifs environnementaux ont tendance à être surestimées par les décideurs politiques, et plusieurs rapports récents²¹ soulignent que la mise en œuvre de politiques ambitieuses dans les domaines de l'énergie et du climat n'exclue pas la **croissance économique**.

2.1.2 Le rôle crucial de la sécurité énergétique

Ainsi qu'évoqué précédemment, la sécurité énergétique est une préoccupation majeure des pays ECO et il ne fait aucun doute qu'elle pèsera sur les décisions finales qui seront prises dans le cadre du paquet énergie-climat. Il semble qu'une politique de sécurité énergétique misant sur l'efficacité énergétique permettrait de réaliser des économies supérieures à celles réalisées par la diversification des sources d'importation. La Commission européenne a conclu qu'en réduisant sa dépendance aux énergies fossiles et en renforçant l'efficacité de son système énergétique, l'Europe pourrait **diminuer ses dépenses annuelles en carburant** de plus de 500 milliards d'euros²².

¹⁸ Relative to other EU countries

¹⁹ IEA (2011) [Energy Policies of IEA Countries : Hungary](#), 2011 Review

²⁰ The current Effort Sharing Decision establishes binding annual greenhouse gas emission targets for Member States for the period 2013–2020. These targets cover GHG emissions from most sectors not included in the EU Emissions Trading System (EU ETS), such as transport (except aviation and international maritime shipping), buildings, agriculture and waste.

²¹ The Global Commission on the Economy and Climate (2014) [The New Climate Economy Report – Better Growth, Better Climate, Synthesis Report](#); IPPR (2014) [Europe's Power : Re-energising a progressive climate and energy agenda](#), The Institute for Public Policy Research

²² EC (2014) [Impact Assessment Accompanying the document Communication on Energy Efficiency and its contribution to energy security and the 2030 Framework for climate and energy policy](#), SWD (2014) 255, Brussels

La sécurité énergétique figurant parmi les priorités de l'agenda politique, les pays ECO pourraient également décider de mettre l'accent sur le renforcement de leurs **capacités de stockage** et la construction d'**interconnecteurs** avec les pays voisins. À cet égard, la coopération régionale est primordiale. Augmenter l'objectif actuel d'interconnexion de 10 % à 15 % d'ici à 2030 permettrait de progresser vers ces objectifs.

La mise en œuvre de **flux de gaz inversés** pourrait également devenir une priorité. A la suite de la crise gazière de janvier 2009, qui a fortement touché la Slovaquie, le gouvernement a, par exemple, adopté une approche proactive et autorisé des flux inversés entre les deux connecteurs occidentaux du pays²³.

Enfin, la construction de **terminaux de gaz naturel liquéfié** (GNL), comme en Pologne et en Estonie²⁴, et la possibilité d'intensifier les exportations de gaz américain vers l'UE, réduiront également la dépendance de l'Europe au gaz russe, même si cela peut entraîner la hausse des émissions de GES et aggraver l'impact environnemental de l'extraction et de la transformation aux États-Unis.

2.1.3 Une infrastructure énergétique vieillissante

Après de longues périodes de sous-investissement dans plusieurs pays ECO, les infrastructures énergétiques ont vieilli et des investissements importants seront nécessaires pour les remplacer ou les moderniser, indépendamment des objectifs climatiques de l'UE. Même si les **Fonds structurels et de cohésion** de l'UE contribuent largement au financement de nouvelles infrastructures en Europe centrale et orientale, des **fonds privés** supplémentaires sont nécessaires. Dès lors, la **sécurité des investissements et la prévisibilité de la réglementation** seront essentielles. Par ailleurs, certains ont également douté de la pertinence d'investir certains fonds structurels et de cohésion dans l'efficacité énergétique²⁵.

Un **système de planification à long terme de la production d'électricité** pourrait permettre de diminuer la dépendance à l'égard des technologies et des investissements à forte intensité de carbone. Atteindre les objectifs 2030 à moindre coût, sans tenir compte de l'importance de la décarbonisation à l'avenir, ne permettra pas d'obtenir le niveau d'investissement nécessaire pour une poursuite rapide de la décarbonisation et pour réaliser les ambitions de l'UE à l'horizon 2050 à moindre coût.

²³ IEA (2012) [Energy Policies of IEA Countries : Hungary](#), 2012 Review

²⁴ Dudzinska, K. (2012) [Energy Policy in the Baltic States – United or Separate](#), Polish Institute of International Affairs

²⁵ See for example the European Court of Auditors special report no. 21, 2012, "[Cost-effectiveness of cohesion policy investments in energy efficiency](#)".

2.1.4 Combustibles fossiles non conventionnels

Compte tenu des nombreuses ressources estimées de gaz non conventionnel dans plusieurs pays ECO, l'exploitation du **gaz de schiste** aura également un impact important sur les futures politiques relatives à l'énergie et au climat. Alors que la Pologne et la Roumanie ont autorisé la fracturation, la Bulgarie et la République tchèque l'ont interdite pour des motifs environnementaux. Le gouvernement polonais estime que le gaz de schiste est l'une des solutions possibles pour réduire sa dépendance énergétique. Cependant, il ne faut pas oublier que le gaz de schiste n'est pas une source d'énergie à faible teneur en CO² et que son exploitation peut être préjudiciable pour l'environnement.

2.1.5 L'importance du développement technologique

Même si l'efficacité énergétique est largement encouragée dans les pays ECO, certains d'entre eux, notamment la Pologne, devraient continuer d'utiliser le charbon. Il pourrait donc être déterminant d'investir dans des technologies moins polluantes en CO², en particulier dans le **captage et le stockage du CO²**. La Commission européenne affirme que « *le charbon et le lignite, à cause des émissions de CO₂ qu'ils dégagent, ne peuvent avoir un avenir à long terme dans l'UE qui si l'on utilise les technologies de captage et de stockage du carbone (CSC)* »²⁶. Pour accélérer la démonstration des techniques de CSC, la politique de recherche et développement devrait être étroitement liée à la politique énergétique; il pourrait également être utile de consacrer certains fonds européens obtenus grâce à la vente des quotas d'émissions de CO² à ce domaine.

2.1.6 Le potentiel à venir des sources d'énergie renouvelable dans la région

La part actuelle des énergies renouvelables dans la région est dominée par la **biomasse** et marquée par la forte contribution de l'énergie hydroélectrique en Bulgarie, Lettonie, Roumanie et Slovaquie²⁷. Même si la biomasse constitue la source d'énergie renouvelable de la région la plus aboutie et intéressante sur le plan économique, sa viabilité à long terme n'est pas assurée, et l'harmonisation des politiques agricole et forestière avec la politique énergétique représente un défi majeur.

L'**éolien terrestre** est une autre piste, notamment en Pologne et en Roumanie. En 2011, 88 % de la puissance éolienne installée totale était concentrée dans seulement cinq des douze États membres, à savoir en Bulgarie, République tchèque, Hongrie, Pologne et Roumanie²⁸. L'énergie solaire présente également un fort potentiel et occupe actuellement une place importante dans la production d'énergies renouvelables en Bulgarie et en République tchèque.

²⁶ EC (2014) [European Energy Security Strategy](#), COM (2014) 330, Brussels

²⁷ Eurostat (2014) [Renewable energy statistics](#)

²⁸ EWEA (2013) [Eastern winds : Emerging European wind power markets](#)

Selon une récente étude, qui quantifie l'intervention publique sur les marchés de l'énergie, les sources d'énergie renouvelable ont un fort potentiel à des coûts très compétitifs par rapport aux sources d'énergie conventionnelles²⁹. Cependant, un signal législatif clair sera nécessaire pour obtenir la sécurité des investissements dans ce domaine.

2.1.7 Renforcer le rôle des taxes environnementales et supprimer progressivement les subventions octroyées à des activités préjudiciables pour l'environnement

Les taxes environnementales sont de plus en plus considérées comme un instrument efficace des politiques relatives à l'énergie et au climat, et pourraient contribuer à l'avenir sobre en carbone de la région. Alors que d'autres États membres ont progressé dans ce domaine, les pays ECO ont tardé à mettre en œuvre ces instruments. Les **taxes sur les véhicules** ne suffisent pas à compenser les émissions automobiles de CO² dans plusieurs pays tels que la Bulgarie, l'Estonie, la Lituanie et la Pologne; actuellement, il n'existe pas de taxe carbone dans neuf pays ECO³⁰.

En tout état de cause, certaines **subventions octroyées à des activités préjudiciables pour l'environnement**, telles que les exemptions fiscales sur les transports et les combustibles de chauffage, et les aides accordées à l'industrie du charbon, vont à l'encontre des objectifs de décarbonisation et d'efficacité énergétique, et leur suppression progressive serait souhaitable.

2.2 Perspectives de la politique relative au climat dans la région

Compte tenu de l'ampleur des investissements à réaliser dans les infrastructures énergétiques pour rénover les unités de production électrique vieillissantes, construire de nouveaux interconnecteurs et de nouvelles capacités de stockage, développer les énergies renouvelables et le captage et le stockage du CO², il sera nécessaire d'introduire de nouveaux **objectifs ambitieux et juridiquement contraignants de réduction des émissions de GES, de développement des énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de construction d'interconnecteurs**, afin d'envoyer un signal clair aux investisseurs, et de renforcer la sécurité des investissements.

L'efficacité énergétique est un domaine particulièrement important pour la région ECO, le plus grand potentiel se trouvant dans le secteur résidentiel (notamment dans le chauffage urbain) et dans le secteur des transports. Une plus grande efficacité énergétique permettrait de diminuer les risques liés à l'insécurité énergétique, de réduire la facture énergétique de la région, de soutenir la croissance économique et d'améliorer la situation des ménages modestes. Comme mentionné précédemment, la plupart des pays ECO sont bien placés pour atteindre leurs objectifs de réduction des émissions de GES à l'horizon 2020;

²⁹ Ecofys (2014) [Subsidies and costs of EU energy](#)

³⁰ The Czech Republic planned to introduce a carbon tax as of January 2014 but it is not clear what happened to this plan.

cependant, cela est notamment dû au fait que ces objectifs ont été fixés dans le cadre d'un processus tenant compte des écarts de PIB par tête. Réaliser le plein potentiel économique des pays ECO au niveau des énergies renouvelables demanderait davantage d'ambition.

Malgré des disparités (voir ci-dessous), les investissements réalisés dans la plupart des pays ECO sont importants. Ce niveau d'investissement s'explique par la nécessité de moderniser des infrastructures énergétiques vieillissantes, et non par la volonté de réduire les émissions de CO². Néanmoins, les bénéfices sur la santé humaine, l'allègement de la facture énergétique et la sécurité énergétique, sont également importants et à prendre en compte, comme nous le verrons dans la section suivante.

2.3 Impacts potentiels du paquet pour 2030

Selon une récente étude, l'objectif actuel de réduire les émissions de GES de 40 % représentera pour l'UE un **coût cumulé de 0,2 % du PIB en 2030**³¹. Cependant, ce chiffre ne tient pas compte des bénéfices qui découleront du ralentissement du changement climatique induit, ou de bénéfices connexes plus larges, tels que l'amélioration des conditions de santé. Pour les pays ECO couverts par cette note d'information, le coût équivalent, selon les estimations, est le suivant : 0,1 % du PIB pour la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie et la Hongrie - 0,2 % du PIB pour la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie - 0,3 % du PIB pour la Lituanie. La même étude suggère également que le fait de limiter la dépendance aux combustibles fossiles permettrait de **réduire** de manière significative **les coûts de santé** liés aux maladies respiratoires. Cela est particulièrement vrai pour la Bulgarie, la République tchèque, la Pologne et la Roumanie, dont les économies sont très dépendantes du charbon. Les économies de santé réalisées dans ces quatre pays pourraient être comprises respectivement (en euros) entre 163 et 431 millions, 413 millions et 1,165 milliard, 1,7 et 4,7 milliards et 260 et 733 millions, soit 0,2 à 0,4 % du PIB.

Comme mentionné précédemment, des objectifs ambitieux de réduction des émissions de GES, de développement des énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de construction d'interconnecteurs, permettraient d'assurer la croissance verte et la sécurité énergétique de la région, ainsi que de réduire le poids financier des importations énergétiques. La **sécurité accrue des investissements** grâce à certains choix énergétiques (par exemple, le choix clair d'un passage des énergies fossiles aux sources d'énergie renouvelables) permettrait de réduire les coûts d'investissement. Réaliser le potentiel d'efficacité énergétique existant, développer les interconnexions et renforcer l'intégration des marchés de l'énergie régionaux pourraient avoir un impact positif sur l'économie, la sécurité énergétique et la baisse des émissions de GES.

Enfin, à plus long terme, des objectifs énergie-climat 2030 ambitieux et juridiquement contraignants pourraient tracer la voie vers l'**objectif de réduction des émissions de GES de**

³¹ Enerdata (2014) [Cost and benefits to EU Member States of 2030 Climate and Energy targets](#)

l'UE à l'horizon 2050 (à savoir, réduire les émissions de 85 % à 90 % d'ici à 2050 par rapport au niveau de 1990³²) et constituerait un message clair et fort lors des négociations internationales sur le climat, notamment lors du **Sommet 2015 de Paris**, à l'occasion duquel un nouvel accord mondial sur le climat devrait être adopté.

³² As indicated in the [Roadmap for moving to a competitive low carbon economy in 2050, COM\(2011\) 112](#)

A lire pour aller plus loin

Buchan, D. (2010) [Eastern Europe's energy challenge : meeting its EU climate commitments](#), The Oxford Institute for Energy Studies

Buchan, D. (2014) [Europe's energy security – caught between short-term needs and long-term goals](#), The Oxford Institute for Energy Studies

Dudzinska, K. (2012) [Energy Policy in the Baltic States – United or Separate](#), Polish Institute of International Affairs

Enerdata (2014) [Cost and benefits to EU Member States of 2030 Climate and Energy targets](#)

Ecologic (2013) Assessment of Climate Change Policies in the Context of the European Semester (Country Reports available at : <http://www.ecologic.eu/9921>)

The Global Commission on the Economy and Climate (2014) [The New Climate Economy Report – Better Growth, Better Climate, Synthesis Report](#)

IEA (various years) Energy policies of IEA countries (Country Reports available at : http://www.oecd-ilibrary.org/energy/energy-policies-of-iea-countries_19900082)

IPPR (2014) [Europe's Power : Re-energising a progressive climate and energy agenda](#), The Institute for Public Policy Research